



COMITÉ DES PÊCHES

Trente-quatrième session

1-5 février 2021

AUTRES MESURES DE CONSERVATION EFFICACES PAR ZONE

Résumé

Les mesures par zone sont un aspect essentiel de nombreuses stratégies et initiatives de gestion de la pêche et de conservation de la biodiversité. Elles sont mentionnées dans l'objectif de développement durable n° 14 (ODD 14.5) et sont vivement recommandées dans le cadre de la conservation de la biodiversité. Le onzième objectif d'Aichi pour la diversité de la Convention sur la diversité biologique (CDB) appelle les pays à s'engager à conserver 10 pour cent des environnements marins et côtiers au moyen d'aires marines protégées et d'«autres mesures de conservation efficaces par zone». Pour de nombreux pays, la difficulté était de savoir comment respecter les engagements pris au niveau mondial. Malgré l'intégration de la biodiversité dans les secteurs fondés sur l'utilisation des ressources marines et la référence faite aux autres mesures de conservation efficaces par zone dans l'objectif 11, qui leur ont offert la possibilité de surmonter cette difficulté, beaucoup n'étaient toujours pas en mesure d'honorer leurs engagements du fait de l'absence d'une vision commune de ce qui constituait une autre mesure de conservation efficace par zone. Ce n'est qu'à la fin de l'année 2018 qu'une définition et des critères d'identification ont été adoptés. Dans le cadre des négociations relatives à l'établissement du Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, les Parties à la CDB ont la possibilité de continuer à promouvoir cette notion pour contribuer à faire prendre conscience du fait que plusieurs mesures de gestion par zone peuvent avoir des retombées favorables au plan de la biodiversité, y compris celles qui sont prises et gérées par les secteurs qui exploitent les ressources.

Le présent document d'information décrit le cadre général et les contours du concept d'autre mesure de conservation efficace par zone et explique, d'une part, pourquoi ces mesures offrent d'importantes perspectives au secteur halieutique et, d'autre part, comment elles s'inscrivent dans le programme

Les documents relatifs à la session peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.

mondial de gestion de la pêche et de conservation de la biodiversité. On y trouve également un résumé des activités que la FAO a menées récemment et qu'elle compte mener dans le domaine de la gestion de la pêche par zone.

I. CADRE GÉNÉRAL ET CONTOURS DE LA NOTION D'AUTRE MESURE DE CONSERVATION EFFICACE PAR ZONE

1. L'appauvrissement de la biodiversité à l'échelle mondiale a fait naître une volonté plus affirmée de préserver les processus environnementaux et d'atténuer les effets des activités humaines. La jonction entre utilisation durable des ressources naturelles et conservation de la biodiversité est par conséquent fondamentale pour la concrétisation des objectifs de développement durable (ODD) et de leurs cibles. La biodiversité est essentielle à la sécurité alimentaire, à la nutrition et aux moyens d'existence de millions de personnes à travers le monde. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) travaille depuis longtemps à éliminer la faim et à assurer la sécurité alimentaire dans le monde entier, et la conservation des ressources naturelles figure dans son Acte constitutif. Les Membres de la FAO ont concouru à un certain nombre d'engagements relatifs à la biodiversité grâce aux décisions prises par les comités techniques de l'Organisation, notamment le Comité des pêches. Pour y donner suite, la FAO a publié sa Stratégie relative à l'intégration de la biodiversité dans tous les secteurs de l'agriculture¹ et est sur le point d'achever un plan d'action.

2. La pêche a un rôle important à jouer dans la conservation de la biodiversité des océans et dans le bien-être des populations. L'ODD 14 du Programme de développement durable à l'horizon 2030 vise à concilier utilisation durable des ressources halieutiques, équité sociale et développement économique. La viabilité des ressources naturelles devient un enjeu crucial et concerne de nombreux acteurs travaillant dans différents secteurs, compte tenu de l'accroissement de la population mondiale et du nombre toujours plus élevé de personnes dont l'alimentation, la nutrition et les moyens d'existence dépendent de la pêche et de l'aquaculture. Dans ce contexte, l'amélioration des interventions et des synergies aux niveaux mondial et régional s'avère indispensable.

Mesures de gestion par zone dans le cadre de la conservation de la biodiversité

3. De nombreuses stratégies et interventions en faveur de la conservation sont axées sur les mesures de conservation par zone. En adoptant le onzième objectif d'Aichi pour la biodiversité, en 2010, les Parties à la CDB ont officiellement reconnu l'importance des mesures de gestion par zone dans la conservation de la biodiversité. L'objectif 11 évoque en particulier le rôle que jouent les mesures de conservation par zone sur le plan de la biodiversité marine et préconise que, d'ici à 2020, 10 pour cent des zones marines et côtières soient conservées au moyen d'aires protégées et d'autres mesures de conservation efficaces par zone (décision X/2)². L'Assemblée générale des Nations Unies a réaffirmé cette nécessité dans son Programme de développement durable à l'horizon 2030 en adoptant l'ODD 14.5, qui vise également la conservation de 10 pour cent des zones marines et côtières.

4. Les objectifs de conservation par zone et les engagements connexes ont favorisé l'expansion rapide de la superficie des aires marines protégées. Cette expansion rapide a cependant suscité des critiques quant à l'efficacité de ces aires protégées, en particulier s'agissant du caractère approprié de leur emplacement, de leur gouvernance, de leur gestion ainsi que de leur valeur et de leurs coûts sociaux et écologiques^{3,4,5}. De nombreuses aires marines protégées ont été désignées dans des zones choisies pour des raisons politiques, et non sur la base d'arguments scientifiques ou pour leur importance au plan écologique. La grande majorité des espèces marines ne sont pas bien couvertes, et

¹ <http://www.fao.org/3/ca7722fr/ca7722fr.pdf>.

² www.cbd.int/decision/cop/?id=12268.

³ O'Leary BC, Ban NC, Fernandez M, Friedlander AM, García-Borboroglu P, Golbuu Y, Guidetti P, Harris JM, Hawkins JP, Langlois T, et al. 2018. «Addressing Criticisms of Large-Scale Marine Protected Areas». *BioScience*, 68: 359–370.

⁴ Jantke K, Jones KR, Allan JR, Chauvenet ALM, Watson JEM, Possingham HP. 2018. «Poor ecological representation by an expensive reserve system: Evaluating 35 years of marine protected area expansion». *Conservation Letters*: e12584.

⁵ Klein CJ, Brown CJ, Halpern BS, Segan DB, McGowan J, Beger M, Watson JEM. 2015. «Shortfalls in the global protected area network at representing marine biodiversity». *Scientific Reports*, 5: 17539.

nombre de ces aires sont trop restreintes pour permettre une protection suffisante. Certaines sont mal gérées, mal surveillées et ne sont pas assez respectées, ce qui fait qu'elles n'existent que sur le papier, tandis que d'autres sont critiquées pour leur coût.

5. L'attention se porte à présent sur la référence faite, dans l'objectif d'Aichi n° 11, aux autres mesures de conservation efficaces par zone, qui permet à de nombreux secteurs fondés sur l'exploitation durable de contribuer à la concrétisation des objectifs mondiaux relatifs à la biodiversité en menant leurs propres initiatives de gestion par zone et, par conséquent, d'aider les pays à honorer les engagements pris au titre de l'objectif 11 en ce qui concerne la conservation de 10 pour cent des zones marines et côtières. Il restera sans doute difficile d'atteindre les objectifs de gestion par zone en misant uniquement sur l'établissement de rapports sur les aires marines protégées dans le contexte du Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020. En novembre 2018, la quatorzième Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB) a officiellement adopté une définition des autres mesures de conservation efficaces par zone ainsi que des critères d'identification et des recommandations en la matière. Ainsi, la décision 14/8⁶ définit les autres mesures de conservation efficaces par zone en fonction des résultats obtenus au sein de la zone: «une zone géographiquement délimitée, autre qu'une aire protégée, qui est réglementée et gérée de façon à obtenir des résultats positifs et durables à long terme pour la conservation *in situ* de la diversité biologique, y compris des fonctions et services écosystémiques connexes et, le cas échéant, des valeurs culturelles, spirituelles, socioéconomiques et d'autres valeurs pertinentes localement.» La décision 14/8 (Annexe III) énonce 13 principes directeurs décrivant ce que devraient être les caractéristiques de ce type de mesure, ainsi que 4 critères et 10 sous-critères auxquels doit satisfaire une mesure de gestion par zone pour être considérée comme une autre mesure de conservation efficace par zone.

II. LES AUTRES MESURES DE CONSERVATION EFFICACES PAR ZONE DANS LE CONTEXTE DES OBJECTIFS MONDIAUX EN MATIÈRE DE CONSERVATION

6. La notion d'autre mesure de conservation efficace par zone offre aux États une nouvelle occasion d'appréhender le potentiel de conservation de la biodiversité à partir d'un éventail plus vaste que jamais de mesures de gestion spatiale. Divers efforts ont été consentis à l'échelle internationale pour les définir, les traduire au plan opérationnel et formuler des orientations à ce sujet dans de nombreux secteurs. Dans le domaine de la pêche, plus particulièrement, de nombreuses mesures de gestion de la pêche par zone ont déjà été adoptées en vue d'atteindre les objectifs de durabilité et ont de grandes chances de satisfaire aux critères établis et rentrer dans la catégorie des autres mesures efficaces de gestion par zone. Les mesures de ce type sont largement intégrées dans les plans et processus de gestion de la pêche⁷. La valorisation des autres mesures de conservation efficaces par zone encourage les États à coordonner les efforts consentis par le secteur de la pêche et d'autres secteurs concernés pour prendre des mesures de gestion de la pêche par zone au sein de leurs zones économiques exclusives au moyen d'outils de gestion par zone utilisés dans d'autres secteurs. Ces mesures officielles et définies sur le plan géographique peuvent être intégrées dans tous les secteurs rivaux afin d'atténuer les conflits et d'aider les parties prenantes à trouver un équilibre entre les utilisations concurrentes des ressources marines.

7. Les autres mesures de conservation efficaces par zone sont un excellent moyen de faire participer les acteurs des secteurs fondés sur l'exploitation durable et de beaucoup d'autres communautés à la conservation de la biodiversité. Ces mesures permettent notamment à divers secteurs fondés sur l'exploitation durable de contribuer à la réalisation des objectifs mondiaux relatifs à la biodiversité en menant leurs propres initiatives de gestion par zone. Trois avancées importantes

⁶ CBD/COP/DEC/14/8.

⁷ Diz, D., Johnson, D., Riddell, M., Rees, S., Battle, J., Gjerde, K., Hennige, S. et Roberts, J.M. 2018. «Mainstreaming marine biodiversity into the SDGs: the role of other effective area-based conservation measures (SDG 14.5)». *Marine Policy*, 93, 251-261.

peuvent ainsi être réalisées dans le domaine de la conservation de la biodiversité: 1) l'intégration des objectifs de conservation de la biodiversité dans la gestion des ressources naturelles; 2) la prise en compte des objectifs des secteurs fondés sur l'exploitation durable dans les discussions et les décisions ayant trait à la conservation de la biodiversité; 3) l'amélioration de l'harmonisation et du dialogue intersectoriels grâce à la coordination entre les secteurs fondés sur l'utilisation durable et sur les ressources naturelles et les organismes responsables de l'environnement ainsi que tout autre secteur concerné (transports publics, forêts, énergie ou planification, par exemple). Par ailleurs, il importe d'insister sur le fait que les pays doivent mettre en place des aires marines protégées et d'autres mesures de conservation efficaces par zone pour obtenir de bons résultats en matière de conservation de la biodiversité marine. La création de réseaux d'aires marines protégées et d'autres mesures de conservation efficaces par zone peut améliorer la conservation dans son ensemble. Grâce à l'intérêt porté aux autres mesures de conservation efficaces par zone, la conservation devient également un effort multisectoriel et les besoins des individus sont expressément pris en compte (en ce qui concerne la sécurité alimentaire, la création de revenus, les moyens d'existence et les valeurs culturelles, notamment).

8. La création de réseaux d'aires protégées et l'adoption d'autres mesures de conservation efficaces par zone présentent de nombreux avantages. Cependant, l'expression «autres mesures de conservation efficaces par zone» a été source de confusion, principalement parce que les Parties ont tardé à élaborer et à adopter des orientations permettant de déterminer ce qui peut ou non être reconnu comme «autre mesure de conservation efficace par zone» au regard de l'objectif 11. Bien qu'il existe à présent une définition officielle de ce type de mesure et des critères permettant de les identifier (CBD/COP/DEC/14/8)⁸, de nombreux pays éprouvent des difficultés à interpréter et à mettre en application le concept d'autre mesure de conservation efficace par zone en vue d'honorer l'engagement qu'ils ont pris au titre de l'objectif 11. Alors que les Parties à la CDB négocient actuellement de nouveaux objectifs relatifs au Cadre pour l'après-2020, on peut s'attendre à ce qu'un nouvel objectif de gestion par zone, préconisant la conservation de 30 pour cent des environnements marins et côtiers au moyen d'aires marines protégées ou d'autres mesures de conservation efficaces par zone, soit adopté. Pour atteindre ce nouvel objectif, les pays devront à la fois faire état de la création d'aires marines protégées et de l'adoption d'autres mesures de conservation efficaces par zone dans le secteur halieutique et d'autres secteurs.

9. À l'heure actuelle, de nombreux pays ont besoin d'orientations qui les aident à interpréter et à appliquer la définition officielle des autres mesures de conservation efficaces par zone et à respecter les critères sur lesquels repose cette notion, notamment dans les secteurs de la pêche et de l'aquaculture. Ces orientations leur permettront de se servir à la fois des aires marines protégées et des autres mesures de conservation efficaces par zone pour atteindre les objectifs convenus dans le Cadre pour l'après-2020 de la CDB, ce qui est particulièrement important pour les pays qui ne sont pas encore en mesure d'identifier et d'évaluer d'éventuelles autres mesures de conservation efficaces par zone à communiquer à la CDB.

III. RÉSUMÉ DES TRAVAUX RÉALISÉS PAR LA DIVISION DES PÊCHES DE LA FAO SUR LES AUTRES MESURES DE CONSERVATION EFFICACES PAR ZONE

10. Les derniers travaux de la FAO consacrés à la gestion par zone étaient essentiellement axés sur la mise en œuvre de mesures de gestion spatiale, en particulier les «autres mesures de conservation efficaces par zone» et la conservation à long terme et l'utilisation durable des ressources halieutiques. Ils portaient sur les actions entreprises pour gérer et conserver les écosystèmes en favorisant l'adoption de mesures de gestion spatiale dans le secteur de la pêche. Ces travaux font suite aux

⁸ <https://www.cbd.int/doc/decisions/cop-14/cop-14-dec-08-fr.pdf>.

demandes formulées par le Comité des pêches lors de précédentes sessions, notamment à sa trente-troisième session, au cours de laquelle:

Le Comité s'est réjoui de l'appui apporté par la FAO à la CDB aux fins de la réalisation des objectifs d'Aichi sur la biodiversité et a salué sa participation au plan de la CDB pour l'après-2020. Il a demandé à la FAO de poursuivre ses activités relatives aux outils de gestion par zone et sa collaboration avec les autres organisations travaillant sur la question. Il a également demandé à l'Organisation de continuer à coopérer avec les organes de la CDB et avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement afin de favoriser l'établissement de mécanismes de coordination formels entre les organes régionaux des pêches et le Programme pour les mers régionales (paragraphe 79 du rapport de la trente-troisième session du Comité des pêches).

11. En tant qu'observateur auprès de la CDB, en 2018 et 2019, la FAO a contribué à l'élaboration de la définition des autres mesures de conservation efficaces par zone et des critères sur lesquels reposent ces dernières, et a épaulé ses États Membres dans le cadre des travaux de l'Organe subsidiaire de la CDB chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques et de la Conférence des Parties, au cours de laquelle les Parties ont débattu, négocié et, finalement, adopté une définition, des principes directeurs et des critères permettant d'identifier les autres mesures de conservation efficaces par zone⁹.

12. Ces dernières années, la FAO a régulièrement participé aux activités et processus engagés par le Secrétariat de la CDB pour aider les États à mieux établir des rapports au titre de l'objectif 11 et élaborer le Cadre pour l'après-2020. En 2018, la FAO a rejoint le partenariat consacré à l'objectif 11 d'Aichi, plateforme créée par le Secrétariat de la CDB afin de permettre aux États et aux organisations de s'engager à atteindre l'objectif d'Aichi n° 11 et de travailler ensemble en vue d'attirer les investissements régionaux qui aideront les États à honorer les engagements pris au titre de celui-ci.

13. Après la quatorzième Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, au cours de laquelle les Parties à la CDB ont adopté une définition des autres mesures de conservation efficaces par zone ainsi que des critères et des orientations permettant de les identifier¹⁰, la FAO, le Groupe d'experts des pêches de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), la Commission de la gestion des écosystèmes et le Bureau européen pour la conservation et le développement ont organisé, en collaboration avec le Secrétariat de la CDB et avec l'appui du Conseil nordique des ministres, une réunion d'experts, qui s'est tenue au Siège de la FAO, du 7 au 10 mai 2019, pour entamer les démarches destinées à aider le secteur de la pêche à recenser d'autres mesures de conservation efficaces par zone à l'appui de l'objectif 11 d'Aichi¹¹ (un résumé de la réunion est présenté dans le document portant la cote COFI/2020/SBD.19). Cette réunion d'experts avait pour but de recueillir un large éventail de conseils techniques au sujet de l'identification et de l'établissement d'autres mesures de conservation efficaces par zone dans le secteur de la pêche de capture marine, conformément à la décision 14/8 de la Conférence des Parties à la CDB. Les participants étaient issus d'organismes très divers et ont apporté à la réunion des connaissances et des points de vue variés en ce qui concerne les autres mesures de conservation efficaces par zone et la contribution possible de différentes mesures fondées sur l'espace à la conservation de la biodiversité. Ils se sont penchés sur toute une série de questions, notamment: 1) les arguments à l'appui de l'élaboration d'orientations relatives aux autres mesures de conservation efficaces par zone dans le secteur de la pêche de capture marine; 2) la définition d'une autre mesure de conservation efficace par zone; 3) les principes directeurs et les caractéristiques communes; 4) les critères d'identification et d'évaluation; 5) les principaux concepts et les questions transversales liés au contexte de la pêche; 6) l'évaluation des zones à prendre en compte dans les processus de gestion et d'établissement de rapports relatifs aux autres mesures de conservation efficaces par zone; 7) le suivi, l'évaluation et l'établissement de rapports; 8) la réévaluation d'une autre mesure de conservation efficace par zone; 9) certaines questions de gouvernance.

⁹ <https://www.cbd.int/doc/c/912d/18ef/ac03dc728d27a9891ca9af00/cop-14-l-19-fr.pdf>.

¹⁰ CBD/COP/DEC/14/8.

¹¹ COFI/2020/SBD.19.

14. S'agissant du Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, la FAO a contribué, fin 2019, aux travaux de la première réunion du Groupe de travail à composition non limitée ainsi qu'à plusieurs consultations thématiques (sur les mesures par zone, la biodiversité marine et côtière et la régénération) organisées par les présidents du Groupe de travail. L'Organisation a surtout dispensé des conseils techniques pertinents qui ont éclairé les délibérations relatives à l'inclusion du concept d'autre mesure de conservation efficace par zone dans les nouveaux objectifs de gestion par zone du Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, notant que les initiatives en faveur d'une conservation globale de la biodiversité ne verront le jour que si les secteurs extractifs et non extractifs travaillent de concert.

15. La FAO continue à s'efforcer de faire prendre conscience de l'importance de la pêche et de l'aquaculture dans le dialogue sur les autres mesures de conservation efficaces par zone et dans le Cadre de la CBD. L'Organisation est disposée à épauler les Membres de la FAO dans l'identification, l'évaluation et le suivi des autres mesures de conservation efficaces par zone et des aires marines protégées ainsi que dans la communication d'informations sur celles-ci, tandis que les États s'approprient à convenir d'engagements renforcés en faveur de la conservation par zone des espaces côtiers et marins dans le Cadre pour l'après-2020. En 2019 et 2020, la FAO a plaidé auprès du Bureau du Comité des pêches pour que cette assistance soit maintenue, et de nombreux membres du Bureau se sont déclarés favorables à la poursuite de l'élaboration d'un projet de plan de travail. L'aide de la FAO a également été sollicitée dans le cadre d'un atelier¹² organisé par l'UICN au début de 2020. À cette occasion, des fonctionnaires de nombreux ministères, des parties prenantes clés d'Afrique du Nord (le Royaume du Maroc, la République algérienne démocratique et populaire, la République tunisienne, l'État de Libye, la République arabe d'Égypte) et la République libanaise ont été invités à en savoir plus sur la notion d'autre mesure de conservation efficace par zone, à commencer à recenser les initiatives qui, dans leur pays, mériteraient d'être évaluées en fonction des critères d'identification de ce type de mesure, et à discuter, en groupes, de la question des autres mesures de conservation efficaces par zone dans le contexte régional, à la fois au plan terrestre et au plan marin (notamment les mesures et les zones de conservation dans le secteur de la pêche), en s'appuyant sur des exemples spécifiques et des études de cas portant sur des mesures prises dans la région qui sont susceptibles de relever de cette catégorie.

16. Tandis que la décennie consacrée à la réalisation des objectifs d'Aichi touche à sa fin et que les négociations sur le Cadre pour l'après-2020, qui devrait être adopté à la quinzième Conférence des Parties, se poursuivent, plusieurs actions ont été entreprises, à l'échelle internationale, pour définir les autres mesures de conservation efficaces par zone, les traduire sur le plan opérationnel et fournir des orientations à ce sujet dans toute une série de secteurs. De nombreux pays ont commencé à réfléchir à l'avenir de la conservation par zone dans les espaces marins relevant de leur juridictions. Certains ont accompli des progrès considérables, tandis que d'autres en sont encore au stade conceptuel et ont besoin d'orientations sur la manière de procéder.

17. La FAO peut aider à renforcer les capacités de ses Membres pour ce qui est d'établir des rapports sur la manière dont le secteur halieutique contribue à la réalisation des objectifs actuels et futurs de conservation par zone de la biodiversité. Afin d'aider ses Membres et les organes régionaux des pêches à évaluer et à identifier d'autres mesures de conservation efficaces par zone, la FAO a l'intention de mener six activités principales:

- a) organiser et participer à des sessions d'apprentissage collectif dans les régions Asie-Pacifique, Afrique, et Amérique latine et Caraïbes, dont le but sera 1) de réunir parties prenantes, spécialistes et gouvernements et d'aider les pays à sélectionner et mettre en place des outils de gestion par zone pouvant contribuer à la conservation de la biodiversité marine ainsi qu'à en assurer le suivi, à les évaluer et à établir des rapports à ce propos; 2) de tirer des enseignements de l'expérience des pays qui se servent d'outils

¹² Les documents de travail et le rapport de l'atelier sont disponibles à l'adresse: www.iucn.org/news/mediterranean/202006/tapping-oecms-potential-advance-aichi-target-11-southern-and-eastern-mediterranean-countries.

de gestion par zone dans le contexte marin, à l'appui de l'activité iii, ci-après. Ces ateliers seront également destinés au personnel des organismes s'occupant de questions liées à la pêche et des organes régionaux des pêches. Le Secrétariat de la CDB s'est proposé d'aider la FAO à les planifier et à faciliter leur organisation;

b) promouvoir l'utilisation des outils de gestion spatiale et faire prendre conscience de ce qu'ils peuvent apporter à la pêche et à la biodiversité, tant au niveau mondial qu'au niveau régional, par l'intermédiaire de processus consultatifs et de matériels de communication;

c) solliciter des contributions et élaborer des orientations concernant l'établissement d'autres mesures de conservation efficaces par zone et la gestion de celles-ci dans le secteur de la pêche afin de compléter les orientations non sectorielles existantes. L'activité a) éclairera la mise au point de ces orientations afin qu'elles soient adaptées aux niveaux mondial et régional;

d) apporter aux États un appui sur le terrain aux niveaux régional ou national afin qu'ils puissent échanger leurs expériences concernant la mise en œuvre de mesures de gestion de la pêche par zone ayant des retombées positives au plan de la biodiversité dans le but d'augmenter la portée des autres mesures de conservation efficaces par zone;

e) aider les Membres de la FAO à appliquer les orientations relatives aux mesures de gestion de la pêche par zone dans leurs eaux nationales pour aider les pays à atteindre les objectifs mondiaux de gestion par zone tout en améliorant la sécurité alimentaire et la nutrition;

f) aider les Membres de la FAO à mettre au point des indicateurs sociaux, économiques et environnementaux pouvant être utilisés pour suivre les résultats obtenus grâce aux aires marines protégées et à d'autres outils de gestion par zone (dont les autres mesures de conservation efficaces par zone) afin que ceux-ci contribuent efficacement à la conservation des ressources halieutiques et de la biodiversité, à la sécurité alimentaire et à la concrétisation des ODD.